

# La France instaure une « journée de commémoration » du génocide au Rwanda

Paris Match, 7 avril 2019

**Emmanuel Macron a annoncé une «une journée de commémoration» en France du génocide au Rwanda.**



Emmanuel Macron a rencontré les représentants français de l'association Ibuka pour la mémoire du génocide rwandais, le 5 avril 2019. PHILIPPE WOJAZER / POOL / AFP

Grand absent des cérémonies à Kigali du 25<sup>e</sup> anniversaire du génocide rwandais, Emmanuel Macron a annoncé dimanche « une journée de commémoration » en France : une nouvelle « avancée », selon les associations de soutien aux victimes, après l'ouverture limitée des archives annoncée vendredi, mais qui reste insuffisante.

« Emmanuel Macron salue le travail de mémoire conduit par les rescapés et souhaite que la date du 7 avril soit désormais une journée de commémoration du génocide des Tutsi », qui a fait entre 800.000 et un million de morts en 1994, a annoncé la présidence française dans un communiqué très succinct.

### **“Ma réaction est une réaction de satisfaction”**

Le président « exprime sa solidarité avec le peuple rwandais et sa compassion à l’égard des victimes et de leurs familles », selon le bref communiqué de la présidence. « C’est clairement une avancée », déclare à l’AFP Julien Allaire, administrateur de Survie, qui dénonce toutes les formes d’intervention néocoloniale française en Afrique. « Ce génocide n’avait pas de reconnaissance officielle. Ça va permettre d’inscrire cette question dans un parcours éducatif », souligne M. Allaire.

« Ma réaction est une réaction de satisfaction », estime également Marcel Kabanda, président d’Ibuka France, association de soutien aux victimes et rescapés du génocide. « C’est la justice qui nous est rendue, aux victimes, aux rescapés », a-t-il souligné.

L’association avait demandé ce geste au chef d’Etat français quand elle avait été reçue au palais présidentiel de l’Elysée, vendredi. L’instauration en France d’une journée de commémoration « redonne » de plus « au peuple français, qui se sent toujours accusé, un peu de sa fierté dans le cadre du respect des droits de l’Homme », a ajouté M. Kabanda.

### **“Un appel à aller au-delà des réticences”**

« J’espère que cette journée de commémoration sera un appel à aller au-delà des réticences. Ce n’est pas la population française à la base mais les élites qui devraient parler davantage (du génocide, ndlr). Ça prendra du temps, mais cela ouvre une nouvelle phase », a-t-il jugé.

Mais cette annonce n’est qu’un « minimum », estime M. Allaire. « Il n’y a toujours aucune déclaration sur la responsabilité de la France » dans le génocide, souligne-t-il lors d’une manifestation dans le centre de Paris où « Rwanda 1994. France complice » était inscrit en lettres géantes au pied de la statue de la République.

« On est au milieu du guet [sic]. Il est temps que le président fasse cette déclaration sur la responsabilité française », insiste le militant, qui estime tout aussi insuffisante l’annonce faite vendredi par M. Macron.

### **“La France doit reconnaître un rôle actif en faveur des génocidaires”**

Le président avait ce jour-là indiqué que serait mis en place une commission d’historiens et chercheurs afin de faire la lumière sur le rôle controversé de Paris dans cette tragédie. Cette commission aura accès à « toutes les archives françaises concernant le Rwanda entre 1990 et 1994 », lesquelles ne seront cependant pas ouvertes à tous. Paris est régulièrement accusé d’avoir soutenu les Hutu dans leur génocide des Tutsi.

« La Belgique (ancienne puissance coloniale, ndlr) a reconnu son rôle dès 1995, mais c’était reconnaître une passivité. La France doit reconnaître un rôle actif en faveur des génocidaires. On le sait déjà : la commission ne fera qu’ajouter

des preuves. On ne peut pas dire qu'il y a eu un génocide et ne pas en tirer les leçons », accuse M. Allaire.

Pour le militant de Survie, l'absence de contrition française prouve le « pouvoir d'influence » qu'exercent encore les responsables politiques et militaires de l'époque et qui ont pu contraindre M. Macron à ne pas se rendre aux cérémonies au Rwanda, malgré une invitation de Kigali qui suivait un certain réchauffement des relations jusqu'alors tendues entre les deux pays.

Le président français a finalement préféré s'excuser et a envoyé un « représentant personnel » : le député Hervé Berville, orphelin tutsi adopté en France en 1994.